République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

BULLETIN DES PRIX

Décembre 2024

INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes[1]. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés. C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par le Cash Working Group (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

Des résultats additionnels des prix alimentaires agrégeant les données sur les prix des articles alimentaires collectées par l'équipe Vulnerability and Analysis Mapping (VAM) du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et par le Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET) sont disponibles en ligne sur le centre de ressources de REACH.

INDICATEURS CLÉS

Coût médian du MEB

350'094 FC

123,93 USD[2]

▲ + 12 113 FC + 4%

Minimum[3] : 234'344 FC

Maximum : 411'944 FC

Taux de change

Officiel

1 USD[2] = **2'825 FC**

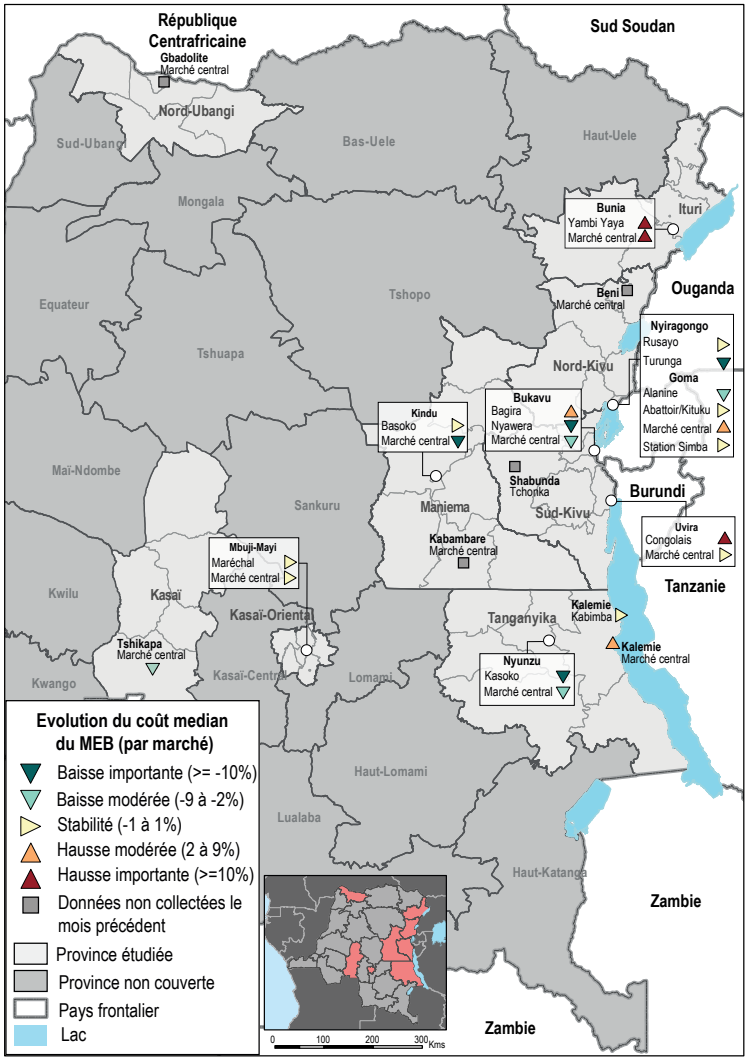
▶ 0%

Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = **2'850 FC**

9	Organisations partenaires
26	Marchés évalués
387	Commerçants enquêtés (IC)
74%	Femmes commerçantes
9	Produits évalués
Du 16 au 31 décembre	Dates de collecte

Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché



MESSAGES CLÉS

- En décembre, **le coût médian du MEB a augmenté de 4% par rapport au mois de novembre passant de 337'961 FC au mois de novembre à 350'094 FC en décembre.** Le coût médian du MEB s'échelonnait de 234'344 FC (82,95 USD) au marché central de Nyunzu dans la province du Tanganyika à 411'944 FC (145,82 USD) au marché Maréchal de Mbuji-Mayi au Kasaï-Oriental.
- **L'enclavement des territoires notamment du fait d'infrastructures limitées** (notamment routes) semble encore une fois corrélé à des coûts médians du MEB élevés, ce qui a notamment été observé dans les marchés évalués de Mbuji-Mayi et Shabunda.
- Alors que l'instabilité du taux de change est souvent la première raison citée pour expliquer les difficultés d'approvisionnement, **le mauvais état des routes** a été la raison la plus citée ce mois par les commerçants interrogés. A noter que l'extension de la couverture a pu jouer sur les tendances globales obtenues avec davantage de marchés dans des territoires enclavés évalués.
- **L'abordabilité des prix des produits était toujours la dimension la plus problématique** du score de fonctionnalité des marchés, qui lorsqu'elle est cumulée à des problèmes liés aux circuits d'approvisionnement, à l'accessibilité ou encore aux infrastructures de marché, peut mener à une fonctionnalité fortement dégradée.

CWG Cash Working Group - RDC

REACH Informing more effective humanitarian action

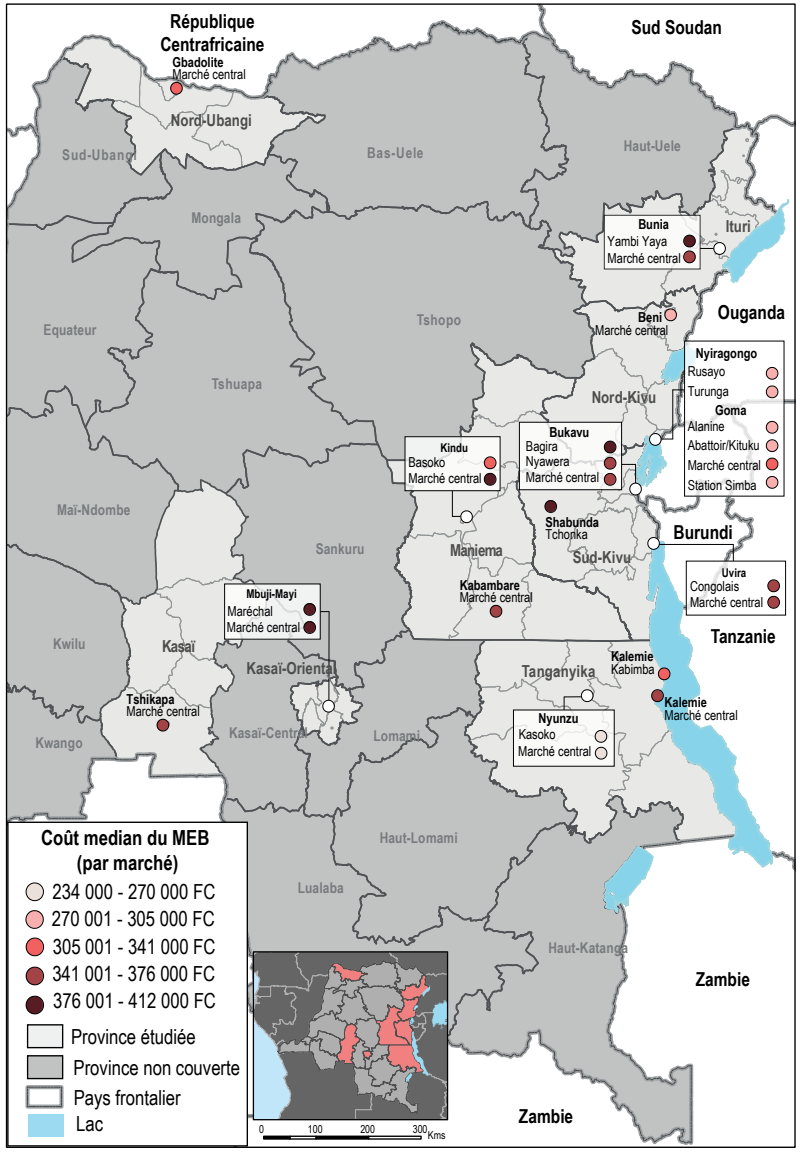
MEB[4]

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. Le panier de dépenses minimum (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 5 personnes (comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans[5]) pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

Articles alimentaires	Qté./ ménage/ mois
Farine de maïs	37,5 kg
Farine de manioc	37,5 kg
Haricots	27 kg
Huile	3,3 L
Sel	0,75 kg
Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible	**Qté./ ménage/ mois**
Savon en brique (800 g)	3 pièces
Savon lessive en poudre (50 g)	6 pièces
Bandes hygiéniques (paquet de 10)	2 pièces
Combustible (braise, charbon, bois)	10 kg
Articles ménagers essentiels (AME)[6]	**Qté./ ménage/an**
Natte deux places	2 pièces
Moustiquaire deux places	2 pièces
Bidon en plastique	2 pièces
Pagne 100% coton	1 pièce
Lampe solaire ou à pile	1 pièce

Autres dépenses[7]	Type de dépenses	Coût mensuel
Santé	Consultations et transport	70 200 FC
Éducation	Fournitures	4 875 FC
Communication	100 unités	2 000 FC
Abri	Entretien du logement	10 000 FC

Coût médian du MEB par marché



Tendances principales

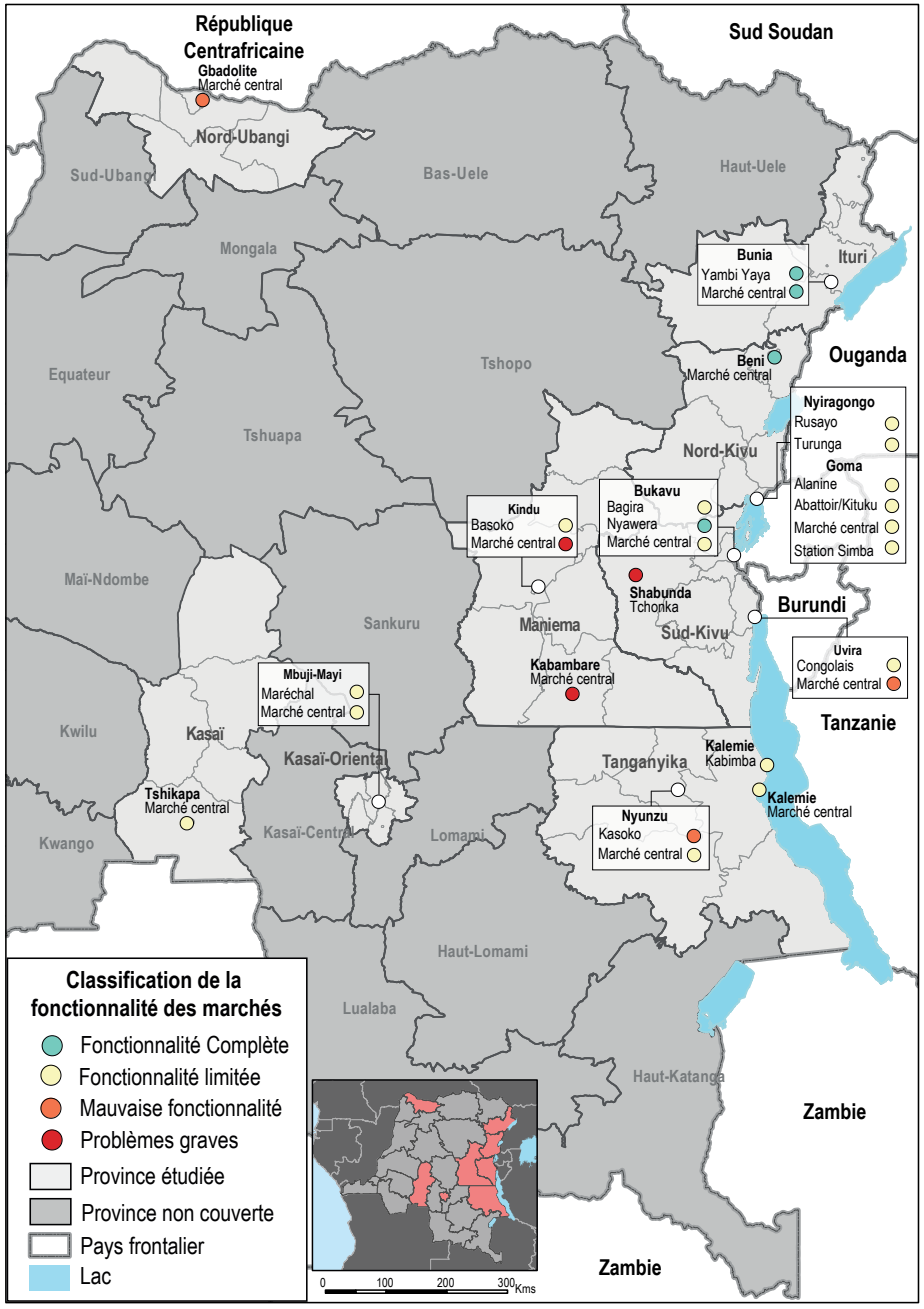
- **Coûts médians du MEB les plus élevés enregistrés à Mbuji-Mayi au Kasaï-Oriental :** Au mois de décembre, **les coûts médians du MEB les plus élevés ont été enregistrés aux marchés Maréchal (411'944 FC) et central (410'898 FC) de Mbuji-Mayi.** Les marchés évalués dans cette ville ont souvent figuré parmi ceux ayant le coût médian du MEB le plus élevé au cours de l'année aux côtés du marché central d'Ango. **L'enclavement de la zone** a souvent été énoncé comme pouvant expliquer cette situation, alors que des discussions sont depuis longtemps lancées pour l'amélioration des infrastructures afin de relancer l'économie locale[8]. En décembre, les articles alimentaires s'y trouvaient à un prix élevé, en particulier les haricots, dont le prix (5'714 FC pour 1 kg) est 2 fois plus élevé que le prix médian calculé sur l'ensemble des marchés évalués (2'561 FC pour 1 kg). L'ensemble du panier EHA s'y vendait également à des prix très élevés. Ces prix élevés se sont matérialisés en une **faible abordabilité des produits,** mesurée dans le score de fonctionnalité du marché (MFS), en particulier pour le marché central où la **majorité des commerçants interrogés (4/6) a rapporté que les clients ne pouvaient pas se permettre d'acheter les articles disponibles.**
- **Les coûts médians du MEB sont repartis à la hausse dans les marchés évalués à Bunia en Ituri :** Après une tendance à la baisse depuis août, le coût médian du MEB a augmenté dans le marché Yambi Yaya (+13%) et au marché central (+10%) de Bunia. En cause, une **hausse du coût du panier alimentaire notamment expliquée par une hausse de plus de 60% du prix médian de la farine de maïs**. Si une grande partie des commerçants interrogés (3/7 au marché central et 2/3 au marché Yambi Yaya) ont rapporté une hausse des prix, il apparaît que des hausses de prix de la farine de maïs n'ont été citées que par 1 commerçant sur les 10 interrogés dans les deux marchés. Au marché central, les commerçants interrogés ont eu tendance à rapporter une hausse généralisée des prix alimentaires (exceptée pour la farine de manioc) due à **des conditions de circulation dégradées du fait de la saison (2/3) et à des hausses des prix des fournisseurs (1/3).** Au marché Yambi-Yaya, les deux commerçants interrogés ayant rapporté une hausse des prix ont mentionné qu'elle avait touché les haricots et l'expliquaient également par des conditions de circulation dégradées du fait de la saison. Il est important de noter **qu'en novembre les commerçants interrogés avaient eu tendance à rapporter une hausse des prix alimentaires, notamment expliquées par l'instabilité du taux de change et la hausse des coûts de transport.**
- **Au marché Tchonka de Shabunda, la hausse des coûts de transport et l'instabilité du taux de change ont provoqué des hausses de prix d'après les commerçants interrogés :** Nouvellement évalué en décembre, le marché Tchonka de Shabunda disposait du coût médian du MEB le plus élevé (408'664 FC) après les marchés de Mbuji-Mayi. **Le coût médian du panier alimentaire y était le plus important recensé ce mois**, avec notamment un prix médian de la farine de maïs (3'571 FC pour 1 kg) deux fois plus élevé que le prix médian calculé sur l'ensemble des marchés évalués (1'721 FC). Il est important de noter que l'ensemble des commerçants interrogés (13) ont rapporté des hausses de prix des articles alimentaires et EHA/combustible. **L'instabilité du taux de change et les hausses des coûts de transports** ont été les raisons principales rapportées par l'ensemble des commerçants. Au même titre que Mbuji-Mayi, **la zone enclavée dispose d'infrastructures de transport limitées, ce qui pénalise la vie économique locale[9].**

SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions[10] :

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS) :** les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS) :** les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS) :** les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et / ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

Classification de la fonctionnalité des marchés

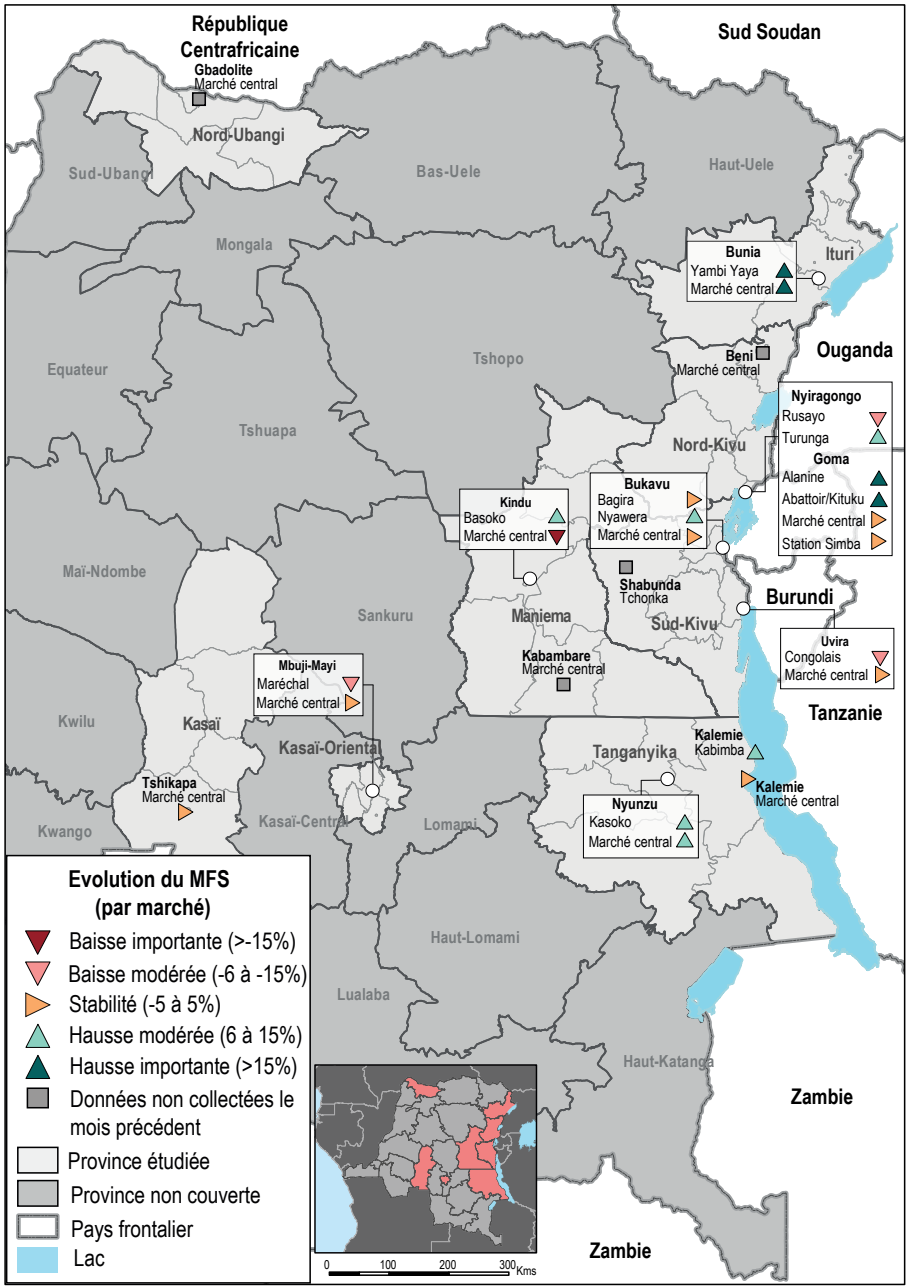


Classification de la fonctionnalité des marchés

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension et d'autre part, des scores dimensionnels très bas, pouvant ainsi entraîner des pénalités[11].

Évolution du MFS par rapport au mois précédent, par marché



Tendances principales

- **Graves problèmes de fonctionnalité au marché Tchonka de Shabunda :** Nouvellement évalué, le marché Tchonka de Shabunda avait de graves problèmes de fonctionnalité en décembre. Le marché disposait en particulier du **score d'accessibilité le plus bas de tous les marchés évalués** (4/25). En effet, l'ensemble des commerçants interrogés (13) ont rapporté d'importants problèmes d'accès physique liés à **l'existence de couvre-feux et à l'activité des groupes armés dans la région**. Ceci explique également **l'accès sécuritaire dégradé,** cumulé à des peurs de harcèlement, de vol et de violence rapportées par les commerçants interrogés. En outre, 4 commerçants sur 13 ont également rapporté un **accès routier limité du fait de dangers ou dommages sur les routes menant au marché**. Outre l'accessibilité, **l'abordabilité des prix des produits y était faible**, avec un coût médian du MEB particulièrement élevé. Bien que les commerçants interrogés semblaient avoir une bonne capacité à prévoir les prix fournisseurs à venir, tous ont rapporté des **difficultés financières pour la majorité de leurs clients**. Enfin, l'ensemble des commerçants interrogés a rapporté avoir **des difficultés à maintenir leur commerce**, en particulier du fait de difficultés liées aux prix demandés par les fournisseurs, de l'indisponibilité de certains produits de base, de difficultés d'accès aux liquidités pour payer les fournisseurs ainsi que de difficultés à recruter du personnel.
- **Amélioration de la fonctionnalité dans les marchés évalués de Bunia :** Si en novembre le marché central de Bunia disposait d'une mauvaise fonctionnalité, sa fonctionnalité s'est améliorée en décembre pour atteindre une fonctionnalité complète. Une tendance similaire a été observée pour la fonctionnalité du marché Yambi Yaya qui est passée de limitée à complète. En cause, **une amélioration de l'abordabilité des prix des produits liée à une diminution de nombre de commerçants rapportant des difficultés financières pour la majorité de leurs clients, et une plus grande confiance des commerçants en leur capacité à prévoir les prix pratiqués par les fournisseurs sur le mois à venir.** De plus, l**a résilience des circuits d'approvisionnement s'est améliorée au niveau du marché central,** du fait d'une meilleure capacité de réapprovisionnement rapportée par les commerçants interrogés.
- **Dégradation de la fonctionnalité du marché central de Kindu, amélioration de la fonctionnalité du marché Basoko :** En novembre, le marché central de Kindu avait une fonctionnalité limitée alors que le marché Basoko avait une mauvaise fonctionnalité. Des problèmes d'abordabilité des prix des produits avaient été constatés sur ces deux marchés, avec des difficultés des commerçants à prévoir les prix qui seront pratiqués par les fournisseurs en décembre au marché central et des commerçants rapportant des difficultés financières des clients au niveau du marché Basoko. En outre, le marché Basoko disposait de capacités de stockage réduites en novembre. **En décembre, le marché Basoko disposait d'une fonctionnalité limitée alors que le marché central avait de graves problèmes de fonctionnalité.** En effet, une abordabilité des prix des produits limitée était toujours constatée au marché central en décembre, alors que le **marché Basoko a connu une amélioration** sur ce pilier notamment du fait d'une **diminution du nombre de commerçants rapportant des difficultés financières pour la majorité de leurs clients**. Le **marché Basoko a également vu ses infrastructures de stockage s'améliorer** en décembre, ce qui cumulé à une amélioration de l'abordabilité explique l'amélioration de sa fonctionnalité. Au contraire, **le marché central a vu sa fonctionnalité se détériorer du fait de problèmes liés à l'accessibilité physique et sécuritaire du marché** (notamment liés à l'état des routes et au manque de transports disponibles) **et d'une dégradation de ses infrastructures de stockage** qui se sont ajoutés à des problèmes d'abordabilité des prix des produits préexistants.

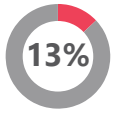
RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement *(n=262)*.

des commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement *(n=218)*.

3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article :
(Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (N=115)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/ combustible (N=124)	
1	Mauvais état des routes	60%	Mauvais état des routes	57%
2	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	36%	Coût élevé du transport	44%
3	Coût élevé du transport	31%	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs / Instabilité du taux de change	35%



des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré dépendre d'un unique fournisseur *(n=262)*.

des commerçants vendant des produits EHA ont déclaré dépendre d'un unique fournisseur *(n=218)*.

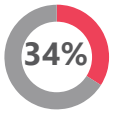
ZOOM SUR LA CAPACITÉ DE RÉAPPROVISIONNEMENT

- Au marché Tchonka de Shabunda, bien que des stocks limités aient été rapportés pour l'ensemble des produits, de faibles durées de réapprovisionnement semblaient exclure le risque de pénurie de ces produits d'après les commerçants interrogés.
- Au marché central de Gbadolite, le sel et le savon lessive disposaient d'une durée médiane de stock inférieure à la durée médiane de réapprovisionnement, signifiant de possibles courtes pénuries à venir (entre 1 et 2 jours). L'ensemble des produits alimentaires disposaient d'une durée médiane de stock équivalente à la durée médiane de réapprovisionnement. Ces tendances seront surveillées au mois de janvier.

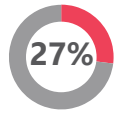
des commerçants ont rapporté avoir des difficultés à maintenir leur commerce du fait de l'instabilité du taux de change (*n=387*).

PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

des commerçants interrogés pensaient pouvoir prédire correctement les prix de leurs fournisseurs au mois suivant la collecte de données *(n=387)*.



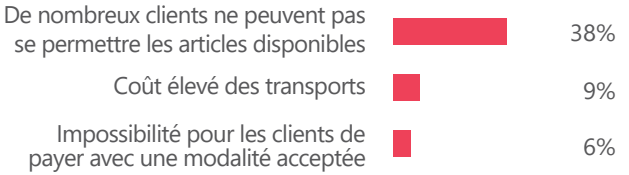
des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré que les prix des produits alimentaires ont augmenté par rapport au mois de novembre *(n=262)*.



des commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible ont déclaré que les prix des produits EHA et/ou du combustible ont augmenté par rapport au mois de novembre *(n=218)*.

ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données[12] : *(Plusieurs réponses possibles, n=387)*



des commerçants interrogés n'ont rapporté aucune difficulté financière pour leurs clients durant le mois précédent la collecte de données *(n=387)*.

Facteurs de sécurité les plus fréquemment rapportés par les commerçants ayant eu un impact négatif sur les commerces, les clients ou les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données[11] : *(Plusieurs réponses possibles, n=387)*

des commerçants interrogés n'ont rapporté aucun problème de sécurité ayant affecté l'accessibilité au marché au cours du mois précédent la collecte de données *(n=387)*.

Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page 7. Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les termes de référence de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorisés ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorisés. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée[13].

Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour un certain nombre d'articles ménagers essentiels, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint dans la plupart des marchés évalués, en raison de la rareté de ces articles.

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle nationale. Cependant, ces unités de mesure locales étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

Le nombre de marchés suivis dans le cadre de l'ICSM reste pour l'heure limité tant en nombre qu'en matière de couverture géographique. Des discussions avec des partenaires sont en cours afin d'étendre cette couverture.

Partenaires de l'initiative :

À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes interagences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).

NOTES DE FIN

1 OCHA, décembre 2023, Aperçu des besoins humanitaires 2024 : République Démocratique du Congo.

2 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la Banque centrale du Congo.

3 Les valeurs minimales et maximales sont calculées au niveau du territoire.

4 Les articles alimentaires, les articles EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Ce mois-ci, les prix pour les AME n'ont pas été collectés dans les marchés évalués et les coûts collectés en octobre sont donc utilisés.

5 Les informations sur la composition du ménage sont tirées de l'enquête par grappe à indicateurs multiples MICS-RDC-2018.

6 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommées annuellement.

7 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été retenus en se basant sur les sommes incluses dans le canevas du MEB national harmonisé.

8 A Mbuji-Mayi, Félix Tshisekedi promet la construction des routes pour évacuer les vivres de l'intérieur vers les centres de consommation, Radio Okapi, décembre 2024.

9 Sud-Kivu : la société civile de Shabunda alerte sur l'enclavement de ce territoire, Radio Okapi, septembre 2024.

10 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% du score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous-performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

11 Des précisions sur les indicateurs sont présentées dans la note méthodologique, disponible sur demande.

12 L'option de réponse "ne sait pas/ne préfère pas répondre" n'est pas présentée sur le graphique.

13 À partir du mois de juin 2023, la méthodologie d'agrégation des coûts médians a été revue, sous recommandation de certains acteurs techniques afin d'être plus robuste. Les résultats ne changeant pas significativement, les comparaisons avec les mois précédents sont présentées, mais doivent être considérées avec d'autant plus de prudence. Les coûts médians sont désormais calculés en utilisant la médiane des coûts par marchés concernés - calculée à partir de la médiane des coûts pour chacun des articles collectés au sein d'un même marché - quel que soit le niveau d'agrégation. Cette méthodologie remplace la méthodologie dite de « la médiane des médianes », qui consistait à calculer un coût médian au niveau national à partir d'un coût médian au niveau régional, calculé à partir d'un coût médian au niveau des provinces, lui-même calculé à partir d'un coût médian au niveau des territoires, qui était calculé à partir des coûts médians des marchés concernés.

Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

Le Cash Working Group, ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Fiche de tendance - MFS	Fiche d'information	Base de données
Décembre 2024		Base de données
Novembre 2024	Fiche d'information	Base de données
Octobre 2024	Fiche d'information	Base de données
Septembre 2024	Fiche d'information	Base de données

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM ici.

CWG Cash Working Group - RDC

REACH Informing more effective humanitarian action